



→ Questions - Réponses



1. Pourquoi un débat sur ce sujet ?

Pourquoi se demander maintenant quels sont les investissements d'avenir alors qu'on est en pleine crise ? On n'aurait pas pu le faire avant ?

La crise actuelle nous fait prendre conscience, de manière un peu brutale, que certains secteurs qu'on croyait forts sont en fait assez fragiles et risquent de totalement disparaître s'ils ne font pas de vrais efforts d'innovation. C'est notamment le cas de l'automobile qui représente 10% des emplois en France. Le secteur ne doit pas rater la voiture électrique sinon on peut penser qu'il disparaîtra en France.

C'est donc pour éviter d'être complètement décalés par rapport aux grandes tendances mondiales et à l'accélération de la compétition internationale qu'il faut profiter de la crise pour se demander quels seront les secteurs qui feront la croissance de demain avec à la clé des emplois durables.

La réflexion sur les dépenses d'avenir est ouverte par notre majorité pour redonner à la France tous les moyens pour prendre une place de premier rang dans les secteurs de l'avenir : numérique, santé, énergies renouvelables, tourisme, biotechnologie, nanotechnologie, neurosciences...

2. C'est quoi un investissement d'avenir ?

C'est un investissement qui procurera demain la croissance supplémentaire et les emplois pérennes dont nous avons besoin. C'est un investissement qui, non seulement rapportera de l'argent au pays mais nous permettra aussi d'acquérir un leadership mondial.



Exemple : la production nucléaire mondiale pourrait augmenter de plus de 70% dans les 20 ans à venir. Pionnière dans ce domaine, la France doit accentuer ses efforts de recherche pour mettre au point les réacteurs de 4^e génération ainsi que la gestion des déchets radioactifs de haute activité à vie longue. Les investissements massifs des années 70 dans le nucléaire portent aujourd'hui leurs fruits. Il faut donc prendre maintenant le virage des réacteurs de 4^e génération.

Autre exemple : En 2000, on comptait environ, 500 millions de voitures particulières dans le monde. A horizon 2020, le nombre de voitures dans le monde va doubler pour atteindre 1 milliard. La nécessité de lutter contre le réchauffement climatique nous oblige à développer les voitures électriques. Les pays qui réussiront à fabriquer des batteries ayant une forte autonomie et rapidement rechargeables pourront fournir une grande partie des constructeurs automobiles dans le monde.

Est-ce que les infrastructures sont des investissements d'avenir ?

La construction d'infrastructures comme les routes, les lignes TGV, la fibre optique est évidemment indispensable pour renforcer l'attractivité des territoires et faciliter l'implantation d'entreprises donc la création de richesses et d'emploi. S'il s'agit bien d'investissements, on peut se demander si ces investissements nous permettront d'acquérir des positions de leaders mondiaux dans les 10-20 ans à venir.

Le TGV est une technologie des années 80 qui ne semble pas devoir fortement progresser dans les années à venir. La fibre optique permet le très haut débit et donc la transmission très rapide des données mais les évolutions technologiques en matière de compression des données montrent qu'il est possible de transporter de plus en plus de données, de plus en plus vite déjà avec les infrastructures actuelles de haut débit.

L'amélioration des bâtiments des universités contribuera aussi à améliorer les conditions de travail de nos chercheurs. Mais le plan Pécresse a déjà dégagé des moyens importants pour l'immobilier des universités.



L'éducation et l'enseignement sont-ils prioritaires ? Si oui pourquoi supprime-t-on des effectifs ?

Plus que jamais l'éducation et l'enseignement supérieur doivent être au cœur des dépenses publiques. Mais il s'agit de dépenses courantes pour lesquelles on se pose d'ailleurs rarement la question de leur efficacité. A l'occasion de la réflexion sur le grand emprunt, on devrait d'ailleurs se demander si on ne peut pas dépenser mieux.

Doit-on continuer à saupoudrer les crédits sans évaluation et sans aucun lien avec le monde de l'économie, ou doit-on cibler les projets éducatifs à forte valeur ajoutée pour créer des pôles d'excellence qui pourront rivaliser avec les meilleures universités mondiales ?

Nous avons été élus pour atteindre l'objectif de ne pas remplacer le départ à la retraite d'un fonctionnaire sur deux et nous sommes garants que la moitié de la productivité ainsi gagnée doit servir à réduire les déficits, l'autre à augmenter le pouvoir d'achat des fonctionnaires.

La recherche est évidemment essentielle. Mais quelle recherche ?

Recherche fondamentale et appliquée sont complémentaires car sans recherche académique pas de recherche appliquée et donc de débouchés économiques. Plutôt que de fixer a priori des enveloppes, il faudrait déjà se donner les moyens de mieux valoriser les résultats de la recherche en France.

Par exemple dans les universités américaines comme à Stanford, l'université propose à de jeunes chercheurs en cours de thèse de créer des entreprises en se chargeant de toutes les modalités administratives : le chercheur est donc accompagné pour devenir progressivement un chef d'entreprise qui pourra trouver des débouchés pour ses recherches. On peut aussi prendre l'exemple des universités anglaises où les chercheurs doivent effectuer des missions de conseil dans les entreprises. Outre les financements supplémentaires que ça apporte pour la recherche, cela facilite les échanges entre entreprises et universités. C'est bénéfique pour tout le monde.



Comment profiter du développement des pays émergents en termes de débouchés ?

Avec l'augmentation des classes moyennes dans les pays émergents et notamment dans les BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine), les besoins évoluent et nous offrent de nouvelles opportunités.

Mais ces nouveaux consommateurs sont comme les consommateurs occidentaux, ils veulent des produits innovants. C'est par l'innovation que nous pourrions garder l'avantage compétitif que nous avons perdu sur les coûts de production du fait notamment du niveau des salaires par rapport à ceux de ces pays.

Il faut donc qu'on renforce aussi notre tissu de grosses PME (entre 100 et 250 salariés) et d'entreprises de taille intermédiaire (entre 250 et 500 salariés) qui sont souvent plus innovantes que les grands groupes. Les PME, qui sont relativement petites en France, représentent 80% des entreprises exportatrices, mais seulement 15% du montant des exportations.

3. Pourquoi un grand emprunt ?

Pourquoi nous n'arrivons pas à attirer des capitaux ?

A l'heure actuelle, notre pays est parmi ceux qui attirent le plus d'investissements directs étrangers. Depuis 10 ans, sa place oscille entre le 3^{ème} et le 5^{ème} rang mondial en termes de flux entrants d'investissements directs.

Or, dans les années à venir, la France pourrait comme la plupart des pays de l'OCDE, éprouver de plus grandes difficultés pour attirer les capitaux. Ceux-ci devraient s'orienter vers les pays émergents.



Pourquoi lancer un nouvel emprunt alors que la dette publique explose déjà ?

Aujourd'hui avec le budget de l'Etat, on n'est pas vraiment capable de financer des investissements lourds. En effet, nous consacrons 90% des dépenses budgétaires à du fonctionnement.

Le grand emprunt sera en effet une dette supplémentaire mais l'objectif, c'est qu'en investissant sur des secteurs économiques rentables, cet emprunt puisse non seulement s'auto-rembourser grâce à la richesse supplémentaire qu'il aura permis de créer mais également de créer de la croissance additionnelle.

Notre rôle de député est de veiller à ce que cet endettement rapporte à l'Etat et donc à nous tous car aujourd'hui pour faire fonctionner la France on emprunte déjà 250 Mds € par an. Soit au total une dette de 1 400 Mds €.

Pourquoi lancer un nouvel emprunt alors qu'on n'a aucune difficulté à trouver des financements sur les marchés financiers ?

Pour le moment, la dette de la France est bien notée au niveau mondial (triple A). On trouve donc facilement des financements sur les marchés financiers.

L'idée du grand emprunt est aussi de davantage impliquer les Français dans les investissements d'avenir pour eux et leurs enfants.

Mais ça risque de coûter plus cher au final.

Avec un livret A à 1,25% depuis le 1^{er} août, on peut estimer qu'un taux de 2 à 2,5% devient intéressant pour les Français et aussi pour l'Etat qui actuellement se finance à des taux de 3,7% à 10 ans.

En revanche, si on passe par les banques de détail pour placer cet emprunt auprès des Français, ça renchérirait son coût de 1 à 2%. Il faudra donc faire jouer la concurrence entre les banques pour faire baisser les commissions.



Quel sera le montant de l'emprunt national ?

Nous allons d'abord fixer nos priorités et cibler les secteurs à forte valeur ajoutée et fort retour pour la collectivité et c'est à partir de cela que l'on va déterminer le montant à emprunter.

Ce qui veut dire que le montant de l'emprunt et ses modalités seront arrêtés une fois que nous aurons fixé les priorités. Notre rôle de député est de veiller à ce que cet emprunt soit affecté exclusivement à ces priorités stratégiques pour l'avenir.

Pourquoi faire une distinction entre les déficits ? Ça reste toujours des déficits qu'il faudra bien combler un jour. Doit-on augmenter les impôts pour les combler ?

Un chiffre à retenir d'abord : le déficit de l'Etat atteindrait 125 à 130 Mds € en 2009.

Le déficit hors crise, c'est-à-dire courant, représente un peu plus de 40 Mds €, et le déficit de crise environ 85 Mds €, soit les deux tiers. Au total, on sera entre 7 et 7.5% du PIB en termes de déficit en 2009.

Nous ne sommes évidemment pas les seuls à voir nos déficits augmenter fortement. L'Espagne vient de réactualiser ses prévisions à 9.5% du PIB pour cette année. D'après les dernières prévisions de l'OCDE, les Etats-Unis dépasseraient 10 % du PIB en 2009 et le Royaume Uni 11%.

Face à cette situation, il ne faut pas fuir nos responsabilités devant la grave question des déficits de nos finances publiques.

Nous ne ferons pas la politique de la rigueur. Parce que la politique de la rigueur a toujours échoué. Nous n'augmenterons pas les impôts parce que l'augmentation des impôts retarderait longtemps la sortie de crise.



Le Président de la République a d'ailleurs souligné la nécessité de distinguer trois déficits :

Il y a le mauvais déficit. C'est celui qui finance les mauvaises dépenses, les gaspillages, l'excès de bureaucratie, les frais de fonctionnement trop élevés. Ce déficit structurel doit être ramené à zéro par des réformes courageuses que nous engagerons en priorité.

Il y a un deuxième déficit, **le déficit qui est imputable à la crise**, à la diminution des recettes, à l'augmentation des dépenses sociales. C'est un amortisseur social. Il a bien fonctionné. Il a permis à la France de limiter les effets de la crise. Après la crise, il faudra résorber le déficit imputable à la crise en y consacrant l'intégralité des recettes de la croissance.

Il y a enfin **le déficit qui finance les dépenses d'avenir**. Il n'est pas anormal de financer l'investissement par l'emprunt. Ce peut être un bon déficit à la condition expresse qu'il permette de financer de bons investissements.

